

Commune de GANDRANGE (57)



REVISION DU

PLAN LOCAL D'URBANISME

Fiche procédure

Pièce n°1



Dossier Enquête Publique

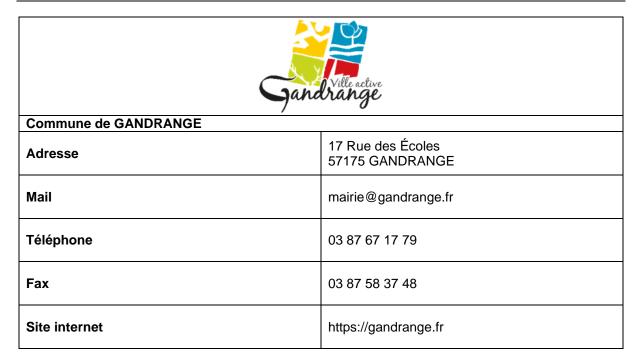
Document conforme à la délibération du Conseil Municipal du 13/03/2025 arrêtant le projet de révision du PLU.

Le Maire,



PROCEDURE

Coordonnées de la commune



Contact PLU:

Claire KAUCIC c.kaucic@gandrange.fr

Objet de l'enquête publique

L'enquête publique porte sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de GANDRANGE.

Par ailleurs, la commune a choisi, en étroite collaboration avec l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Moselle (UDAP), de modifier les périmètres de protection autour de son Monument Historique, en réalisant un **Périmètre Délimité des Abords (PDA)** comme le permet l'article L. 621-31 du Code du Patrimoine.

Le nouveau périmètre a été soumis à la délibération du Conseil Municipal au même moment que l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme. Le PDA est désormais soumis à une enquête publique unique avec le PLU.

Pourquoi une enquête publique dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme ?

L'article L. 153-19 du Code de l'Urbanisme recodifié par ordonnance du 23 septembre 2015 dispose que le projet de Plan Local d'Urbanisme est soumis à enquête publique. Celle-ci doit être réalisée par le maire ou l'autorité compétente, conformément au chapitre III (« Enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ») du titre II (« Information et participation des citoyens ») du livre le du Code de l'Environnement.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête et les conclusions du commissaireenquêteur sont prises en considération par le maître d'ouvrage et l'autorité compétente pour prendre la décision.

Qui dirige cette enquête?

L'enquête est conduite par un commissaire-enquêteur désigné par le président du Tribunal Administratif parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude.

Le commissaire-enquêteur conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet de PLU, et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions.

Différentes dispositions ont été mises en place afin que cela soit possible :

- la participation du public peut s'effectuer par voie électronique ;
- le maître d'ouvrage du PLU peut être reçu lors de l'enquête, à la demande du commissaire enquêteur;
- des lieux concernés par le projet peuvent être visités, sauf les lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants;
- toutes les personnes concernées par le projet de PLU et qui en font la demande peuvent être entendues ;
- l'organisation de toute réunion d'information et d'échange utile à l'enquête, avec le public et en présence du maître d'ouvrage.
- la nomination d'un expert pour assister le commissaire-enquêteur sur une question spécifique relative au projet de PLU.

Combien de temps dure-t-elle ?

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale. La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

De quoi est composé le dossier d'enquête publique ?

Le dossier d'enquête publique comprend l'intégralité des documents du projet de PLU, à savoir :

N° de pièce	Pièces	Nombre de pages	
Procédure d'enquête publique			
Pièce n°1	Fiche procédure	6 pages	
Pièce n°2	Note de synthèse	13 pages	
Pièces du PLUi			
Pièce n°3	1-Rapport de Présentation : Diagnostic territorial, Justifications des choix et Évaluation Environnementale	422 pages	
Pièce n°4	2-Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	15 pages	
Pièce n°5	3.1-Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) Thématiques	18 pages	
Pièce n°6	3.2-Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) Sectorielles	5 pages	

Pièce n°7	4-Règlement graphique (2 plans)	-	
Pièce n°8	5.0-Règlement Littéral	75 pages	
Pièce n°9	5.1-Liste des Emplacements Réservés	5 pages	
Pièce n°10	6.0-Annexes	106 pages	
Pièce n°11	6.1-Annexes sanitaires	6 pages	
Délibérations du Conseil Municipal sur le projet de PLU			
Pièce n°12	Délibérations du Conseil Municipal sur le projet de PLU	10 pages	
Avis des organismes consultés			
Pièce n°13	Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) sur le projet de PLU	56 pages	
Pièce n°14	Avis de la CDPENAF et de la MRAe sur le projet de PLU	13 pages	
Périmètre Délimité des Abords			
Pièce n°15	Notice de présentation du projet de révision du Périmètre Délimité des Abords (PDA)	12 pages	
Pièce n°16	Délibération sur le projet de révision du Périmètre Délimité des Abords (PDA)	2 pages	

Comment consulter le dossier et s'exprimer ?

Le dossier d'enquête publique sous format papier est accessible librement sur le lieu de l'enquête pendant ses heures d'ouverture, en présence ou en l'absence du commissaire-enquêteur. Un registre d'enquête est ouvert pour consigner les remarques des pétitionnaires.

La dématérialisation du dossier d'enquête publique à la suite de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 est devenue obligatoire. Aussi, une plateforme dédiée est ouverte pendant l'enquête pour consulter le dossier et un registre dématérialisé est disponible pour recueillir les observations du public.

Quelle est la suite de la procédure après l'enquête publique ?

A l'issue de l'enquête publique, la commission d'enquête fait part d'un rapport faisant état des observations, propositions et contre-propositions émises lors de l'enquête. Ces observations, propositions et contre-propositions peuvent être accompagnées de réponses motivées de la part du maitre d'ouvrage.

Après l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié dans le respect des remarques formulées par le biais du commissaire-enquêteur, est approuvé par délibération du Conseil Municipal.

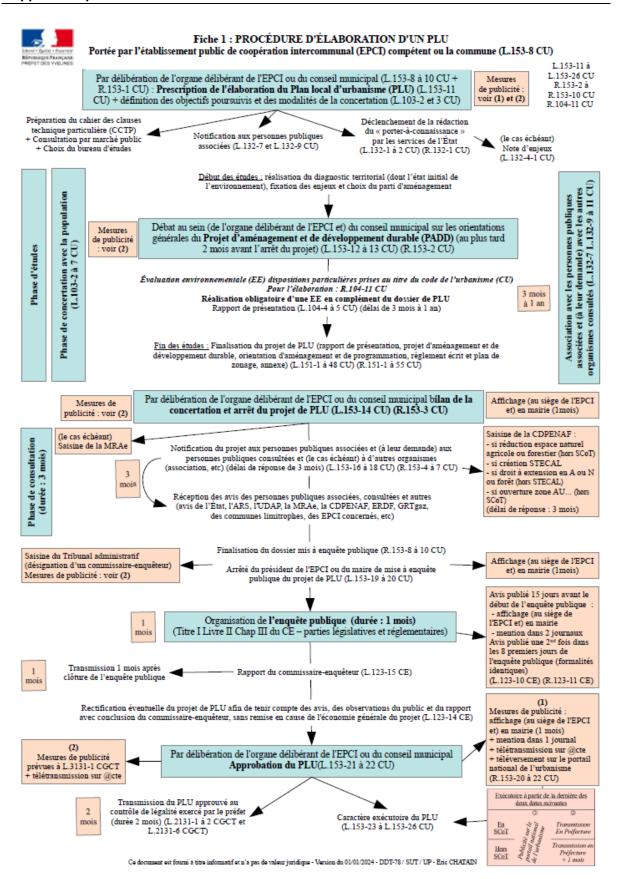
Les modifications doivent être justifiées par :

- · Les avis reçus
- Les observations du public
- Le rapport de la commission d'enquête

Pour être exécutoire, la délibération d'approbation :

- ne devra faire l'objet d'aucune notification de modification par le Préfet dans un délai d'un mois suivant sa réception par celui-ci ;
- sera affichée en mairie durant un mois, et une mention sera faite dans le journal local.

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé est ensuite tenu à la disposition du public.



PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS (PDA) Procédure de création ou de modification VIA procédure document d'urbanisme (articles L.621-31 et R.621-92 à R.621-95 du code du patrimoine et R132-2 du code de l'urbanisme) En cas de projet d'élaboration, révision ou modification d'un PLU, document en tenant lieu ou d'une carte communale : le préfet de département saisit l'ABF (art. R.621-93) Proposition d'un projet de PDA (art. L.621-31) Proposition d'un projet de PDA (art. L.621-31) par l'architecte des Bâtiments de France (ABF) par la collectivité compétente en matière d'urbanisme "Porter à connaissance" par le préfet de département (art. R.132-2 C.urba.) qui informe la collectivité du projet de PDA de l'ABF Arrêt du projet de document d'urbanisme Après avoir consulté, le cas échéant, les communes concernées (art. R.621-93) Avis de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme Avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet de PDA proposé par l'ABF (délibération) sur le projet de PDA proposé par la collectivité Avis favorable Avis défavorable de l'ABF et de la collectivité de l'ABF ou de la collectivité U Enquête publique unique Enquête publique sur les projets de document d'urbanisme et de PDA organisée par la collectivité compétente en matière d'urbanisme Abandon sur le projet de PDA organisée par le préfet de département modification incluant la consultation incluant la consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du MH du propriétaire ou de l'affectataire du MH du projet par le commissaire enquêteur (art. R.621-93) par le commissaire enquêteur (art. R.621-93) Consultation pour accord de l'ABF et l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme par le préfet de département sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquète publique. En cas de modification du projet de PDA pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique ou en cas d'absence de consultation avant l'enquête publique : consultation des communes concernées par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme. (art. R.621-93) Désaccord Accord de l'ABF et de l'autorité compétente de l'ABF ou de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme (délibération) en matière de document d'urbanisme (délibération) PDA ≤ 500 mètres PDA > 500 mètres Avis de la CRPA Avis de la CNPA (art. L.621-31) (art. L.621-31) π SDMHEP - Octobre Création du PDA Création du PDA (arrêté du préfet de région) (décret en Conseil d'État) (art. R.621-94) (art. L.621-31) DGP/SP/ Mesures de publicité (art. R.621-95) : notification de la décision par le préfet de région à l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme · affichage 1 mois au siège de l'EPCI et dans les mairies des communes membres, ou en mairie mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département publication au RAA de l'Etat dans ce département ou au JORF Annexion du PDA au document d'urbanisme (annexe du document graphique) par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme (art. R.621-95) **finistère**